

FINANCE & MARCHÉS

indices

+ 1,12 %	EUROPE	EURO STOXX 50	3.269,98 PTS
+ 1,44 %	PARIS	CAC 40	4.664,59 PTS
+ 0,31 %	FRANCFORT	DAX	10.303,12 PTS
+ 1,35 %	LONDRES	FTSE 100	6.229,01 PTS
+ 1,09 %	AMSTERDAM	AEX	444,26 PTS
+ 0,84 %	MILAN	FTSE MIB	22.126,57 PTS

LE YEN SE REPLIE FACE AU DOLLAR

La devise japonaise s'est inscrite en repli de 1 % à 121,05 yens par dollar. Les marchés anticipent de nouvelles mesures de soutien de la part des autorités (baisse de l'impôt sur les sociétés) et de la Banque du Japon afin de soutenir l'économie nipponne. La baisse de la monnaie japonaise s'explique aussi par le rebond des marchés qui pénalise le yen compte tenu de son statut de devise refuge.

Pour 1 dollar (éch. inversé)



Les marchés vont passer au révélateur des élections en Europe

● La montée des partis radicaux anti-Union européenne fait courir un risque de volatilité accrue sur les marchés.

MARCHÉS

Guillaume Benoit
gbenoit@lesechos.fr

Turbulences en vue sur les marchés financiers. D'ici à la fin de l'année, pas moins de cinq élections importantes auront lieu en Europe et en Turquie, avec des enjeux considérables. Le 20 septembre, c'est la Grèce qui ouvrira le bal, avec les élections législatives, troisième scrutin depuis janvier dernier. Mais, contrairement à il y a quelques mois, ce ne sont pas elles qui inquiètent le plus. « Maintenant que Syriza a revu à la baisse ses exigences, les risques de mauvaises surprises à l'issue du vote sont relativement faibles », explique un économiste.

Une semaine plus tard, un scrutin régional sous tension se tiendra en Catalogne. Un vote que les autonomistes entendent transformer en référendum d'indépendance et qui pourrait fragiliser le pays. De quoi rendre les investisseurs soucieux. Lundi dernier, le rendement des obligations espagnoles à 10 ans a atteint 2,13 %, en hausse de 5 points de base, affichant un écart avec les titres italiens de même maturité de 24 points de base. C'est le plus important enregistré depuis août 2013. Pour Amundi, ce sont bien les incertitudes liées aux élections qui se retrouvent dans le prix des obligations espagnoles.

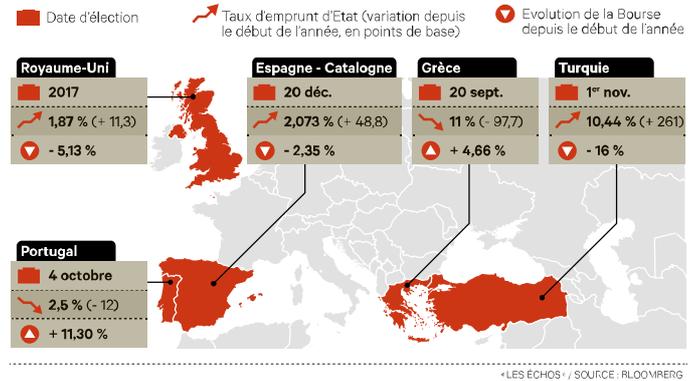
Les élections turques, qui se tiendront quant à elles le 1^{er} novembre, ne devraient pas, comme en juin dernier, permettre de dégager une

majorité. S'ouvrirait alors une période de nouvelles discussions pour former une coalition, sans que soient prises les décisions indispensables pour redresser le pays. De quoi, selon un spécialiste du pays, renforcer la chute de la monnaie turque vers un nouveau plus bas historique.

Un « vote expérimental » redouté

Mais au-delà des craintes spécifiques sur des enjeux nationaux, c'est la situation politique globale en Europe qui inquiète les investisseurs. « Après plusieurs années d'austérité qui ont été particulièrement dures pour certains pays, l'euro-scepticisme a fortement progressé au sein des populations, explique David Kalfon chez Amaika

Les élections à venir en Europe et les conditions de marché



Asset Management. On pourrait alors redouter l'expression d'un « vote expérimental », bâti sur l'illusion que moins d'Europe constituerait une solution miracle, mais qui serait catastrophique. »

Le premier test aura lieu le 4 octobre au Portugal. Mais, là encore, c'est l'Espagne – dont les élections législatives auront lieu au plus tard le 20 décembre – qui concentre les appréhensions. « Le risque c'est qu'un cascadivote. Podemos, le parti d'extrême gauche, exige un monétaire sur la dette espagnole », souligne un

économiste. Avec à la clef une nouvelle crise dans la zone euro, qui toucherait aussi bien les marchés de dette que les actions. « Une forte victoire de l'extrême gauche en Espagne entraînerait un regain de volatilité significatif sur les marchés actions, avertit Christian Parisot, chez Aurel-BGC. Pour l'instant, ce scénario n'est pas le plus probable, mais il faudra suivre l'évolution des sondages. » Pour l'instant en effet, les investisseurs espèrent que l'exemple de Syriza, qui a dû finalement faire machine arrière sur plusieurs des

positions, refroidira les ardeurs des partis d'extrême gauche.

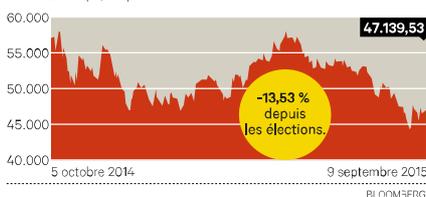
La menace d'un « Brexit »

En fait, la menace la plus importante ne viendra pas, pour de nombreux économistes, de la zone euro. Ils redoutent en effet particulièrement les effets du référendum britannique sur la sortie du pays de l'Union européenne, prévu en 2017. Les conséquences d'un « Brexit », tant sur le plan économique que financier, pourraient secouer durablement les marchés. ■

Après le vote, des lendemains qui déchantent

La Bourse de São Paulo

Indice Bovespa, en points



Le Brésil, d'espoir en désespoir

Scandale Petrobras au plus haut sommet de l'Etat, récession économique (la pire depuis les années 1990), des taux d'intérêt de 14,5 % qui brident la croissance, un manque d'infrastructures et une trop forte dépendance aux matières premières : depuis la réélection de Dilma Rousseff le 5 octobre 2014, le Brésil cumule les handicaps. Les réformes se font attendre et les rumeurs de démission, démenties, du ministre des Finances, Joaquim Levy, très apprécié des milieux financiers, ont ajouté à la confusion, la semaine passée. Depuis les élections, la Bourse de São Paulo a plongé de 13,5 %.

La Bourse de Delhi

Indice Sensex, en points

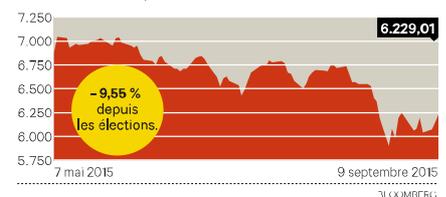


L'Inde ou la difficulté des réformes

Cette année, l'Inde devrait connaître une croissance supérieure à celle de la Chine, autour de 7,5 %, et le pays profite aussi d'une politique accommodante de la banque centrale indienne, qui, en un an, a ramené ses taux de 8 à 7,25 %. Mais le vent d'espoir qu'avait suscité l'élection de Narendra Modi, le 12 mai 2014, est en train de tourner. Il avait porté l'indice Sensex, fin janvier, à près de 30.000 points (+ 26 % depuis l'élection). Mais, depuis, la Bourse de Delhi a plongé de 13,35 %, le marché sanctionnant les difficultés de Narendra Modi à faire passer ses réformes notamment auprès du monde rural. Sa réforme du marché du travail aurait fait descendre 150 millions d'Indiens dans la rue, selon les syndicats.

La Bourse de Londres

Indice FTSE 100, en points



La tentation du « Brexit »

Depuis le 7 mai 2015, la Bourse de Londres a perdu 10 % de sa valeur et le nouveau gouvernement de David Cameron a sa part de responsabilité. La perspective d'un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne risque de hanter les marchés durant les mois à venir alors que le rejet de l'Europe monte dans les sondages. La victoire du camp conservateur avait pourtant été saluée par l'indice Footsie (+ 2,32 % le 8 mai), les investisseurs craignant l'absence d'une majorité au Parlement. Mais alors que l'économie britannique se porte plutôt bien, plusieurs facteurs pèsent sur la Bourse locale, dont la baisse des prix du pétrole et la force de la livre sterling.

Délit d'initié sur les statistiques : l'exemple australien

CHANGES

Un employé des statistiques australiennes livrait les chiffres à l'avance à un trader sur les changes.

La publication ce jeudi des chiffres de l'emploi australien rappelle qu'il y a deux ans, jour pour jour, débutait la plus incroyable affaire de délit d'initié qu'ait connue ce pays. Elle impliquait Lukas Kamay, un trader de la National Australia Bank, mais

aussi, et c'est une première, un employé du Bureau australien des statistiques (ABS), Christopher Hill. Ce dernier livrait à son complice 4 chiffres clés (emploi, commerce au détail, permis de construire, investissements), très suivis par les marchés et avant qu'ils ne soient rendus publics. De quoi empêcher 6,3 millions de dollars (8 millions de dollars australiens) de profits malhonnêtes sur une période de sept mois (septembre 2013-mai 2014). Un record qui dépasse tous les précédents délits d'initié boursiers.

Ce ne sont pas les autorités ni le régulateur qui ont découvert ce stra-

tagème, très difficile à mettre au jour, sur les devises – le plus grand marché au monde – mais le courtier qui traitait les ordres de M. Kamay. Celui-ci avait pourtant tout fait pour essayer de masquer au mieux ses agissements. Le trader a gagné de l'argent sur la hausse du dollar australien après des « bons chiffres ».

Condamné à 7 ans et 3 mois de prison

Pour maximiser son gain, l'opérateur a traité les jours où il n'y avait pas d'autres statistiques internationales majeures (notamment japonaises) susceptibles de faire varier le

dollar australien dans les sens inverse à ses prévisions. De même, le trader préférait traiter lors des séances plus volatiles : ses risques sont certes plus importants mais son intervention a bien plus de chances de passer inaperçue compte tenu des variations plus fortes du dollar australien. Les jours où les chiffres de l'emploi australien étaient publiés, la volatilité de la devise était 65 % plus élevée que lors des autres séances. Sur ses 45 transactions, réparties sur 22 séances, le trader a fait exprès de perdre parfois un peu d'argent : le meilleur moyen de ne pas trop attirer l'attention.

En ouvrant plusieurs comptes chez différents courtiers en ligne pour ne pas traîner depuis la salle de marché de sa propre banque, Lukas Kamay pensait avoir créé un écran de fumée impénétrable. Problème, les rendements importants obtenus par le trader, alors que la grande majorité des particuliers perd de l'argent en spéculant sur les monnaies, ont alerté un de ses intermédiaires. En effet, après avoir fait profil bas, le trader, grisé par son succès et sûr de son impunité, a misé tous les jours plus gros. Exemples : le 16 janvier 2014, il plaçait plus de 300.000 dollars en lançant un ordre

deux minutes seulement avant la publication des chiffres de l'emploi australien. Un mois plus tard, il empoche 500.000 dollars en moins de 5 minutes grâce aux chiffres du chômage. Son courtier alerte alors la police qui ouvre son enquête. Le trader sera condamné en mars 2015 à 7 ans et 3 mois de prison, soit presque une année de détention par million de dollars gagné. Christopher Hill a écopé d'une peine plus clémente, 3 ans et 3 mois. Ce dernier a d'ailleurs été abusé par son complice, le trader s'étant bien gardé de répartir l'ensemble des profits qu'il avait générés. — N.A.-K.